

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

EST DE LA RDC : 11 CIVILS TUÉS EN 48 HEURES PRÈS DE BENI

Onze civils ont été tués en 48 heures par des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) aux environs de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), malgré l'état de siège auquel est soumise la région, ont indiqué dimanche des sources locales. Les ADF, à l'origine des rebelles musulmans ougandais, sont désormais présentés par l'organisation jihadiste Etat islamique comme sa branche en Afrique centrale. "Nous venons de perdre encore sept personnes dont une femme, massacrées dans le quartier Gala" dans la nuit de samedi à dimanche, a déclaré à l'AFP Lewis Thembo, président de la société civile de la localité de Bulongo, située dans le territoire de Beni, dans la province orientale du Nord-Kivu. Des boutiques et pharmacie ont été pillées par les "ennemis ADF" qui ont mené l'attaque, selon la même source qui dénonce des "défaillances au niveau du commandement militaire".

CONTESTATION EN ESWATINI: LE ROI ANNONCE UN DIALOGUE NATIONAL

Le roi d'Eswatini, dernière monarchie absolue d'Afrique, secouée par une virulente contestation violemment réprimée, a appelé samedi au calme et fait savoir qu'un dialogue national allait être lancé, au lendemain d'une visite de médiateurs d'Afrique australe. Mais l'opposition et la société civile ont d'ores et déjà rejeté l'appel à discuter. Anciennement nommé Swaziland, l'Eswatini, petit Etat enclavé d'1,3 million d'habitants où les protestations sont rares, est le théâtre depuis juin de manifestations prodémocratie, menée par des étudiants, fonctionnaires, travailleurs des transports ou soignants, ayant conduit les autorités à déployer l'armée. "Le roi Mswati III a annoncé qu'un processus de dialogue national (...) allait être engagé", après les cérémonies rituelles annuelles de l'Incwala - célébrant la royauté -, qui débutent en novembre et durent traditionnellement environ un mois, a indiqué le principal représentant du roi, Themba Ginindza, cité sur le compte Twitter du gouvernement.

SOUDAN: LES PRO-CIVILS METTENT EN GARDE CONTRE «UN COUP D'ETAT RAMPANT»

La coalition pro-civils au Soudan a réitéré samedi son soutien au Premier ministre Abdallah Hamdok, mettant en garde contre "un coup d'Etat rampant" lors d'une conférence de presse que des manifestants hostiles ont brièvement tenté d'empêcher. "Nous renouvelons notre confiance au gouvernement et au chef du gouvernement", a martelé Yasser Arman, un des leaders des Forces de la liberté et du changement (FLC), fer de lance de la révolte qui a démis l'autocrate Omar el-Béchir en 2019. "La crise actuelle est une machination, un coup d'Etat rampant", a-t-il poursuivi alors que le Soudan, déjà englué dans le marasme politique et économique, est le théâtre depuis un mois du blocage de son principal port dans l'Est et que des centaines de manifestants réclament depuis une semaine un "gouvernement militaire" aux portes du palais présidentiel.

Attentat en Ouganda: la police évoque un "acte de terrorisme intérieur"

JMN (Sce AFP)
Libreville/Gabon

La police ougandaise a qualifié dimanche d'"acte de terrorisme intérieur" l'explosion qui a fait un mort et plusieurs blessés samedi soir dans la capitale de ce pays d'Afrique de l'Est déjà visé par des attentats de groupes jihadistes de la région.

Selon le porte-parole de la police ougandaise, Fred Enanga, les auteurs présumés sont arrivés vers 20H30 (17H30 GMT) samedi dans un restaurant populaire du quartier de Komamboga, dans le nord de Kampala, portant un sac en plastique qu'ils ont placé sous une table. "Les suspects ont déclenché l'explosion de l'engin peu après avoir quitté l'endroit", une trentaine de minutes après leur arrivée, a expliqué M. Enanga, décrivant un engin explosif "sommaire" contenant des clous et des morceaux de métal.

"Tout indique qu'il s'agit d'un acte de terrorisme intérieur", a-t-il ajouté, précisant que le groupe à l'origine de l'attentat semblait rudimentaire et que les enquêteurs pensaient pouvoir remonter sa trace grâce aux indices découverts sur les lieux. Il n'a donné aucune indication sur l'identité ou les motivations des auteurs présumés.

Plus tôt dimanche, le président ougandais Yoweri Museveni avait indiqué sur Twitter: "il semble s'agir d'un acte terroriste, mais nous en retrouverons les auteurs", sans autre précision à leur sujet.

"La population n'a aucune crainte à avoir, nous viendrons à bout de cette criminalité comme nous sommes venus à bout des autres, commises par des porcs qui ne respectent pas la vie humaine", a ajouté le chef de l'Etat.

Le restaurant visé par l'attentat se trouve dans une zone avec de nombreux établissements du même type, prisés des jeunes fêtards qui viennent y manger de la viande grillée.

Selon la police, l'explosion a coûté la vie à Emily Nyinaneza, une serveuse de 20 ans. Trois blessés ont été hospitalisés, dont deux dans un état critique.

Un couvre-feu national visant à lutter contre la pandémie de coronavirus est en vigueur à partir de



Le président ougandais Yoweri Museveni avait déjà indiqué sur Twitter qu'il s'agissait d'un acte terroriste. Photo: DR

19H00 en Ouganda mais il n'est pas uniformément appliqué.

Le 8 octobre, l'organisation jihadiste Etat islamique (EI) avait revendiqué un attentat à la bombe contre un

poste de police à Kawempe, près de l'endroit où s'est produite l'explosion de samedi.

Le Royaume-Uni et la France ont depuis mis à jour leurs conseils

aux voyageurs pour l'Ouganda, appelant à la vigilance dans les endroits très fréquentés et les lieux publics comme les restaurants, bars et hôtels.

Mali : l'ONU rencontre des acteurs de la transition pour un retour à un pouvoir civil



La délégation du conseil de sécurité de l'ONU qui était au Mali. Photo: DR

JMN (Sce AFP)
Libreville/Gabon

La délégation du Conseil de sécurité de l'ONU en visite au Mali rencontrait dimanche des acteurs de la transition vers un retour au pouvoir civil, après deux putschs en neuf mois dans ce pays en proie aux violences jihadistes et intercommunautaires.

Les autorités de transition maliennes affichent ouvertement leur volonté de reporter les élections présidentielle et législatives prévues le 27 février, dont la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) exige la tenue à

la date fixée.

La délégation codirigée par l'ambassadeur du Niger aux Nations unies, Abdou A Barry, et son homologue français Nicolas de Rivière, comprend notamment l'ambassadrice américaine, Linda Thomas-Greenfield. Elle a rencontré dimanche des représentants d'agences de l'ONU dans un hôtel de Bamako, sous surveillance sécuritaire renforcée, puis des représentants de la société civile, a constaté un journaliste de l'AFP.

Après des entretiens avec les représentants de groupes armés signataires d'un accord de paix conclu en 2015 sous médiation algérienne, elle devait

être reçue par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga et le président de transition, le colonel Assimi Goïta. "Nous sommes ici pour écouter les autorités de la transition et déterminer la meilleure manière de les soutenir dans leurs efforts pour réaliser cette transition", a déclaré samedi soir à la presse l'ambassadeur kényan, Martin Kimani, dont le pays assure la présidence du Conseil de sécurité. "Nous sommes aussi venus avec un message clair sur la nécessité d'organiser les élections, d'appliquer l'accord de paix et de stabiliser le centre du Mali", principal foyer de violences, a-t-il ajouté.

Les ambassadeurs du Conseil de sécurité vont "dans la région soutenir les organisations régionales comme la Cédéao, insister sur le respect des délais électoraux et, si ce n'est pas possible, avoir au moins un calendrier réaliste", a expliqué à l'AFP un diplomate à l'ONU avant la visite. Environ un millier de femmes membres de partis politiques opposés à une prorogation de la transition ont manifesté samedi à Bamako, selon un journaliste de l'AFP.

Après le Mali, la délégation du Conseil de sécurité s'est rendue au Niger voisin.